

Dénoncer le génocide en cours à Gaza ou réprimer la solidarité avec le peuple Palestinien : la direction de Sciences Po a fait le choix de la répression

La Coordination universitaire contre la colonisation en Palestine (CUCCP), regroupant des chercheur·es, des enseignant·es, des BIATSS et des étudiant·es se mobilisant contre la colonisation en Palestine, contre la guerre génocidaire en cours à Gaza et dans les territoires occupés, a lancé un appel à faire du mardi 12 mars une journée de mobilisation sur les campus.

Dans ce cadre, de nombreux·ses étudiant·es ont rendu accessible un amphithéâtre de Sciences Po, ce mardi 12 mars, afin d'ouvrir un espace de discussion et visibiliser les voix de la cause Palestinienne. Ces voix continuent d'être fermement réprimées, y compris dans les universités, dont les directions font trop souvent le choix du silence face au génocide en cours à Gaza. Tout cela justifie selon nous cette action, afin de faire entendre la lutte du peuple Palestinien dont les droits humains sont tragiquement attaqués par l'État d'Israël.

Silencieuse sur le génocide du peuple palestinien mais loquace lorsqu'il s'agit de condamner cette lutte, la direction de Sciences Po a choisi son camp : celui de la répression ! Nous dénonçons fermement cette stratégie d'intimidation ciblant directement les étudiant·es exprimant leur solidarité avec le peuple palestinien et son droit à l'autodétermination sur les campus. Nous appelons la direction de Sciences Po à ne pas engager de procédures disciplinaires à l'encontre des étudiant·es mobilisé·es, et si elle le fait, nous serons aux côtés de nos camarades étudiant·es pour l'abandon des sanctions. Nous ré-affirmons également que la solidarité envers le peuple palestinien ne tolère aucune forme de racisme, d'antisémitisme et d'islamophobie.

Plus largement, SUD éducation réaffirme que pour que cessent les massacres, pour une paix juste et durable, pour mettre fin à la colonisation, les universités doivent s'engager !

- le ministère de l'Enseignement supérieur et de la recherche se doit de réagir et dénoncer la destruction organisée des universités à Gaza et des pressions (fermetures, barrages, assassinats..) dans les université de Cisjordanie occupée ;
- aucune pression, sanction ou menace ne doivent planer sur les personnels et étudiant·es
- les universités et les établissements du supérieur doivent mettre fin à leurs partenariats académiques et scientifiques avec les universités israéliennes qui participent activement au complexe militaro-industriel israélien et à l'occupation. Cela constitue des crimes de guerre, les universités françaises ne peuvent y contribuer.

Stop au génocide - Stop à la colonisation - Boycott universitaire contre Israël